Chronique sur l'actualité du moment 4éme Trimestre 2011

LA REVOLTE DU TIERS ETAT C'est le nom que pourraient prendre les indignés qui ont battu le pavé dans plus de 80 pays.
Ce mouvement qui a débuté en Espagne est né, signe des temps, sur les réseaux sociaux. Il fédère bien sûr, en premier lieu la jeunesse, la génération sacrifiée, mais également ceux, de tous âges, qui avec le déclenchement de la crise ont tout perdu ou presque.
LES PEUPLES EN EBULITION La principale récrimination s'adresse aux partis politiques qui, une fois au pouvoir, pratiquent à peu prés la même politique dictée par ceux qui dominent l'économie mondiale.
Il n'y a qu'à voir la réaction de la classe politique à l'annonce par Moody's de la mise sous surveillance de la France.
Pour le moment ce mouvement, à quelques exceptions près, est pacifique mais l'exaspération commence à poindre au fur et à mesure que la paupérisation touche de plus en plus de gens.
Il puise son origine dans l'action des Islandais qui ont refusé de rembourser les banquiers britanniques et hollandais, ne s'estimant pas responsables des erreurs commises par les financiers locaux couverts par la classe politique. Il se développe dans de nombreux pays européens soumis à l'austérité par la troïka (UE, FMI et BCE) comme la Grèce, dont la population est durement touchée. Au Portugal, où les jeunes reprennent le chemin de l'immigration abandonné par leurs parents. La Grande Bretagne a connu de graves incidents récemment et des initiatives sont en cours pour préparer une riposte d'ampleur à la politique du cabinet conservateur. Même en Israël la classe moyenne s'est révoltée et à Mayotte la population manifeste contre la vie chère. Et maintenant c'est de l'autre coté de l'atlantique que la révolte gronde. A New York, c'est Wall-street le temple du libéralisme qui est la cible des manifestants. En Amérique latine, les jeunes Chiliens sont en rébellion depuis des mois sans que les médias européens en parlent beaucoup. Là aussi il s'agit d'un symbole fort, puisque ce pays est le premier à avoir subi le libéralisme économique sous la botte du sinistre Pinochet, assassin de Salvador Allende.
Au total indignés ou pas, nous assistons, avec des fortunes diverses, à un développement des luttes sous toutes les latitudes. Ainsi le 15 octobre la journée mondiale des insurgés s'est déroulée dans 951 villes. En France où le 11 octobre a déjà été un échec relatif, le mouvement des insurgés semble avoir des difficultés à se développer. Les raisons sont difficiles à cerner. Peut être qu'une majorité de nos compatriotes ne ressent pas encore la gravité de la situation sociale. Il est possible que la proximité de la présidentielle donne à certains des raisons d'espérer, d'autant que la mobilisation tombait en même temps que les primaires qui ont peut être servies d'exutoire.
Autre raison qui peut être avancée, l'échec de l'action sur les retraites qui a été imputé aux organisations syndicales. Enfin l'émiettement et la division du mouvement syndical ne sont certes pas susceptibles d'encourager la mobilisation, même si dans d'autres pays ce sont les citoyens qui se sont pris en mains sans l'aide des syndicats. Pourtant au pays de Stéphane HESSEL l'auteur d'« indignez-vous » la situation sociale est loin d'être brillante.
Trois millions de mal-logés, c'est-à-dire des personnes vivant dans des logements insalubres, peu ou mal chauffés, privés de sanitaires et souvent surpeuplés. A ce nombre il faut ajouter les 250 000 personnes sans domicile fixe, les 66 000 personnes, dont 1/3 de mineurs, hébergés par les services sociaux et les 34 000 qui vivent dans des logements temporaires. En 2009, la France comptait 4,5 millions de pauvres, 7.5% de la population, si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian qui est de 1590 euros pour un célibataire et 8,2 millions, 13.5% de la population, si l'on utilise le seuil de 60 % du niveau de vie médian. Une des conséquences, révélée récemment, est le retour des maladies que l'on croyait disparues grâce aux campagnes de vaccination, rougeole tuberculose et coqueluche qui touchent en particulier les plus précaires. La récente décision du gouvernement d'augmenter fortement les prélèvements sur les complémentaires santé, ne va pas arranger la situation.
D'autant que le budget en cours d'examen au Parlement ne prend pas le chemin de la recherche de l'équité.
SOCIALISER LES PERTES S'il n'est pas question de nier la réalité des déficits accumulés par les Etats, il convient de préciser que les finances publiques ont été sollicitées pour sortir les banques de l'ornière, et atténuer les effets de la crise sur les populations.
Par ailleurs depuis le début des années quatre vingt, les pays, en même temps qu'ils libéralisaient leurs économies, se sont lancés dans une véritable guerre du moins disant fiscal et social. Normalement le montant de la dette conjoncturelle, celle due à la crise, devrait se résorber avec le retour de la croissance qui est subordonnée à l'abandon des politiques d'austérité. Ce n'est pas le chemin qui est pris. Par contre celle résultant des réformes structurelles va perdurer puisqu'il s'agit d'une politique de réduction des impôts des plus aisés, les particuliers et les entreprises qui peuvent faire pression en menaçant de partir à l'étranger si la fiscalité qui les touchent n'est pas dans les limites qu'ils fixent.
On retrouve cette même problématique dans tous les pays, même si la Grèce semble être un cas particulier. Partout des politiques d'austérité sont mises en place, plombant encore plus les économies et les chances de sortir de l'ornière.
Les budgets des pays se resserrent sur les pouvoirs régaliens de l'Etat.C'est l'assurance de l'austérité à perpétuité ….Un fantastique bond en arrière sous un discours moderniste. L'objectif étant de faire rentrer dans la tête des peuples qu'il n'y a pas d'autres possibilités et que chacun doit se prémunir contre les risques de la vie, les plus pauvres devant compter sur la charité.
SALAUDS DE PAUVRES N'allons pas chercher plus loin la polémique allumée il y a quelques mois sur le RSA et maintenant avec l'attribution des logements sociaux en priorité aux personnes qui ont un emploi. Peu importe que la quasi-totalité des allocataires des minimums sociaux et de ceux qui sont privés de travail n'ait qu'un désir, pouvoir faire vivre leur famille dignement en travaillant, il faut frapper les esprits et reprendre l'idée que les chômeurs sont des fainéants et des profiteurs. Au demeurant cette caricature du chômeur fainéant on la retrouve avec le grec et bientôt l'espagnol et le portugais qui font la sieste au lieu de travailler, l'Italien qui pense plus à la « dolce Vita » qu'à produire et pourquoi pas demain le français qui abuse du vin rouge et de la grève, l'anglais du pudding et l'allemand de la bière. Ces affirmations seraient comiques si elles n'étaient pas reprises avec un certain succès par une partie de la classe politique et des médias. Comme elle semble dépassée l'époque où la construction européenne était le garant de la paix entre les peuples
CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE CITOYEN En face ceux qui dominent l'économie savent très bien jusqu'où ils peuvent aller. Ils connaissent parfaitement le rapport de force, si présent dans le monde des affaires, ce qui les conduit à être pragmatiques. S'ils doivent affronter une forte réaction ils feront des concessions, ils en ont déjà fait en acceptant un consensus social après le dernier conflit mondial. Par contre s'ils sentent qu'ils peuvent avancer leurs pions ou revenir sur des concessions accordées précédemment, ils n'hésiteront pas non plus à aller à l'affrontement pour éliminer durablement, ceux, qui tentent de résister à leur progression.C'est en résumé l'histoire sociale des soixante dernières années avec des avancées sociales pendant un premier temps et un retour à l'ordre ancien qui est toujours d'actualité. Face à ces défis et pour avoir une chance de renverser le rapport de force, le mouvement des indignés doit devenir, au moins, européen et organiser sur le continent la riposte afin de mettre en place une mobilisation populaire.
La journée du 15 octobre aura été une première réponse qui en appelle d'autres et qui nécessite de trouver une traduction politique.